

# Marche et sit-in des syndicalistes de la zone industrielle de Rouiba

- Lutttes sociales en Algérie -

Date de mise en ligne : vendredi 19 mai 2017

## Description :

Le mécontentement des travailleurs monte avec la dégradation de leur pouvoir d'achat sous l'effet de la hausse des prix des biens de consommation. Leur inquiétude est de plus aggravée au vu de l'amoncellement des problèmes financiers pour les entreprises du secteur de la construction que l'Etat n'arrive pas à payer, ses recettes fiscales ne couvrant pas les dépenses. Une situation qui n'augure rien de bon. L'horizon est assombri par les licenciements à venir.

Les travailleurs observent que le gouvernement ne fait rien contre les trafiquants et les riches fraudeurs du fisc et de la sécurité sociale. Les signes de richesse sont étalés sans honte. On en voit même sur les autoroutes où les propriétaires de rutilantes voitures de type « Jaguar » à 50 millions de dinars narguent les citoyens. Par contre, il est plus facile pour le gouvernement de s'en prendre au régime des retraites.

Rédaction nationale

19.05.17

---

**Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés**

---

**Le mécontentement des travailleurs monte avec la dégradation de leur pouvoir d'achat sous l'effet de la hausse des prix des biens de consommation. Leur inquiétude est de plus aggravée au vu de l'amoncellement des problèmes financiers pour les entreprises du secteur de la construction que l'Etat n'arrive pas à payer, ses recettes fiscales ne couvrant pas les dépenses. Une situation qui n'augure rien de bon. L'horizon est assombri par les licenciements à venir.**

**Les travailleurs observent que le gouvernement ne fait rien contre les trafiquants et les riches fraudeurs du fisc et de la sécurité sociale. Les signes de richesse sont étalés sans honte. On en voit même sur les autoroutes où les propriétaires de rutilantes voitures de type « Jaguar » à 50 millions de dinars narguent les citoyens. Par contre, il est plus facile pour le gouvernement de s'en prendre au régime des retraites.**

A Rouiba, les responsables de l'union locale UGTA ont pris les devants. Comme d'habitude, aux premiers signes de montée de la colère, ils déclenchent la soupape de sécurité pour tenter de faire baisser la pression. Ils organisent de petites manifestations sur des voies bien balisées, font des discours enflammés sur les injustices que subissent les travailleurs et adressent au gouvernement des mises en garde théâtrales sans lendemain. Avant dispersion, ils invitent les représentants des travailleurs à reprendre le travail en leur assurant que la centrale UGTA a « pris en charge » leur revendications et va taper sur la table.

L'union locale a récupéré la protestation initiée lundi par les syndicalistes à Rouiba.

Le quotidien *Liberté* a rendu compte de cette manifestation dans son édition du 16 mai :

*"Plus de 500 syndicalistes affiliés à l'union locale UGTA de Rouiba ont observé, lundi 15 mai, un rassemblement au milieu de la zone industrielle de Rouiba pour dénoncer, entre autres, l'avant-projet du code du travail, le non-paiement des salaires, la nouvelle loi sur la retraite, l'érosion du pouvoir d'achat ... Les syndicalistes, dont ceux de la SNVI, ont menacé de paralyser la zone industrielle si les pouvoirs publics ne mettent pas fin au marasme dans lequel se trouvent les travailleurs et leurs entreprises. Pour Mokdad Messaoudi, secrétaire général de l'union locale de Rouiba, cette manifestation n'est qu'un premier message adressé aux décideurs pour les éclairer sur la situation désastreuse que vivent certaines entreprises publiques, dont les milliers de travailleurs qu'elles emploient ne sont pas payés, faute de crédits de paiement. Et il cite l'exemple de l'entreprise publique Hydrotechnique qui détient plus de 300 milliards de créances non honorées par l'État, alors que ses travailleurs n'ont pas touché leur salaire depuis plus de deux mois.*

"En plus, cette entreprise comme tant d'autres se trouve dans l'incapacité de poursuivre ses missions et honorer ses engagements envers les maîtres d'oeuvre."

*En clair, dit M. Messaoudi, c'est l'asphyxie totale pour ces entreprises abandonnées à leur triste sort et qui subissent encore une concurrence déloyale par certaines entreprises du secteur privé.*

"Nous avons des dossiers qui attestent que certaines entreprises privées ont été largement favorisées dans l'attribution de marchés publics au détriment de ces entreprises publiques", ajoute-t-il. L'autre grief concerne la mouture du code du travail vivement contestée par les syndicalistes, lequel code, selon M. Messaoudi, "fait des travailleurs une simple marchandise". "Un patron peut licencier un travailleur pour un mégot jeté par terre ou pour un mauvais regard, puisque c'est le patron qui définit, selon ce nouveau code, la nature de l'infraction", révèle l'orateur.

*Les syndicalistes affichent leur détermination à ne pas accepter un tel règlement qui, selon eux, porte atteinte à la dignité des travailleurs et qui met en danger leur poste de travail et le devenir de leur famille. L'autre point développé lors de ce rassemblement est lié à la nouvelle loi sur la retraite, et les syndicalistes demandent carrément "son retrait".*

Pour M. Messaoudi,

*"la caisse de la CNR souffre beaucoup plus des entreprises qui ne déclarent pas ou sous-déclarent leurs employés à la Cnas, des députés qui prennent une retraite complète pour une main constamment levée et des milliards de dollars liés à la mauvaise gestion de l'argent public",*

dénonce-t-il."

**Rédaction nationale**